

International Affairs

N° 03 - MARS 2024

AUDIT ET ASSURANCE

Réforme de l'audit

Publication du [Market monitoring report](#) qui analyse l'évolution du marché de l'audit au sein de l'UE de 2019 à 2021, en se centrant sur la concentration du marché, les risques dérivés des lacunes qualitatives du contrôle légal des comptes et le travail des comités d'audit. Cette année, le Royaume-Uni a été éliminé de l'analyse, tandis que la Norvège a été ajoutée.

Des données éloquentes :

- Le nombre d'auditeurs a diminué de 6 % depuis 2018 et celui des cabinets d'audits de 11 %. Le nombre d'auditeurs travaillant au sein d'un cabinet augmente. Le nombre de cabinets qui réalisent des audits EIP (Entités d'Intérêt Public) a lui aussi diminué (-8 %).
- Quant aux audits conjoints, les chiffres indiquent qu'ils représentent 16 % de tous les audits d'EIP, avec la France en tête (87 %).
- Le marché est clairement dominé par l'Allemagne et la France (qui représentent 47 % de la facturation des cabinets).
- Quant à la prestation d'autres services, 11 % du chiffre d'affaires des cabinets qui réalisent des audits EIP est issu de services autres que l'audit, prêtés aux entités contrôlées autorisés et 56 % pour des services autres aux audits d'autres entités.
- L'Espagne informe avoir réalisé une étude sur la concentration de marché et les Pays-Bas une enquête.
- Concernant la concentration, l'étude souligne que 80 % de la part de marché EIP est aux mains des quatre plus grands cabinets

d'audit dans 11 États membres (contre 13 en 2018) et que pour l'ensemble de l'UE, la concentration de la facturation est de 86 % pour EIP et de 71 % pour non-EIP. Dans tous les cas, la concentration a été légèrement réduite en faveur des 10KAP (Key Audit Players) en termes de nombre d'audits, plutôt qu'en termes de facturation.

- En ce qui concerne les risques découlant des lacunes qualitatives :
 - 737 audits ont été contrôlés, qui en moyenne ont donné lieu à 2,6 découvertes d'inspection chacun.
 - Les années précédentes, la plupart des anomalies ont été détectées dans le système de qualité du cabinet d'audit. Actuellement, la majorité se centre sur les audits vérifiés.
- En ce qui concerne les comités d'audit, il en résulte une amélioration d'ordre générale.

Nouveaux seuils pour la définition des petites, moyennes et micro entreprises

À l'issue de la publication de la Directive déléguée (UE) 2023/2775 de la Commission, du 17 octobre 2023, qui modifie la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne [l'ajustement des critères de taille pour les micro-, petites, moyennes et grandes entreprises ou pour les groupes](#), certains pays l'ont déjà adoptée.

- En France le [Décret 2024-152 du 28 février](#).
- Aux Pays-Bas [Besluit van 5 maart 2024](#)

En ce qui concerne ce sujet, et **en rapport aux règlements qui régissent le fonctionnement des ESA** en leur exigeant d'identifier une normative redondante en matière d'information ([lien](#)). Le Parlement Européen a approuvé la [résolution](#). En attente, la position du Conseil et les accords adoptés en dialogues. La CE a publié un [rapport](#) sur l'implantation de la stratégie sur les données de supervision qui indiquent les mesures adoptées pour rationaliser les exigences en matière d'information dans le secteur des services financiers.

Toujours en rapport avec la réduction de la charge administrative des PME, [COM\(2023\) 177](#), un accord provisoire a été adopté en dialogues ([lien](#)) portant sur **l'amélioration des outils numériques pour les entreprises** qui n'englobe pas les modifications les plus importantes, mais qui introduit néanmoins des simplifications dans certaines procédures.

Norme ISSA 5000

L'IAASB prévoit d'analyser les commentaires reçus relatifs à la Norme internationale d'assurance en matière de durabilité – [ED International Standard on Sustainability Assurance ISSA- 5000. General requirements for Sustainability Assurance Engagements](#) lors de la réunion du 19 mars. Ces documents contiennent les sujets qui préoccupent le plus les auteurs des commentaires envoyés et une analyse des réponses reçues sur lesdits sujets qui englobent, entre autres, des aspects relatifs à la portée, la matérialité et le niveau de sécurité des rapports à rédiger.

En outre, la DG FISMA (Direction générale de stabilité financière, services financiers et de l'union des marchés de capitaux) a envoyé une [lettre au CEAOB](#) (Comité européen des organes de supervision de l'audit) pour lui demander de rédiger, avant le mois de juillet 2024, des guides non obligatoires pour la prestation de services d'assurances en attendant que les normes UE soient adoptées. Il a également demandé de commencer à analyser NIAS 5000 afin de détecter d'éventuels « carve-outs » et « add-ons » pour les adapter à la réglementation européenne.

Proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.

Après plusieurs réunions, le Conseil est finalement parvenu à un accord sur le texte de la directive, qui devra être ratifiée par le Parlement. Certaines modifications figurant sur l'accord atteint au préalable incluent :

- La portée, en réduisant considérablement le nombre d'entreprises concernées.
- L'élimination de toutes les références à la rémunération des conseillers.
- La limitation de la responsabilité civile.

Le 19 mars, la commission des affaires juridiques a approuvé [le texte accordé](#) par les gouvernements des États membres, qui devra être adopté par l'assemblée plénière du Parlement européen, pour pouvoir être publié au JOUE et entrer en vigueur. Cette approbation devrait avoir lieu en avril.

Sanctions contre la Russie

Le [Parlement approuve de nouvelles](#) normes pour harmoniser l'application des sanctions au sein de l'UE. Il introduit une définition commune et des sanctions minimales en cas de manquement.

Nouveautés dans d'autres pays

- Au **Royaume-Uni** le gouvernement analyse les options pour améliorer les standards au sein du marché de la consultance fiscale, à travers un

cadre de régulation renforcé. La [consultation](#) interroge sur le fait d'exiger aux auditeurs de s'affilier à un organisme professionnel, le HMRC ou à un organisme public indépendant et de s'inscrire au HMRC pour interagir avec cet organisme au nom de leurs clients.

- En **Allemagne** l'IDW a rendu public une [note](#) sur la nomination de contrôleurs de l'information sur la durabilité en 2024.
- Toujours en **Allemagne**, l'IDW indique qu'il travaille sur l'analyse des singularités allemandes concernant la NIEA 3000 (Révisée) et la proposition NIAS 5000.
- Aux **Pays-Bas** le ministère des Finances envoie à la Chambre des représentants sa [réponse](#) au rapport sur le futur du secteur comptable, où il demande à la profession de plus grands progrès dans l'application des recommandations sur la qualité, les modèles structurels, AQI (indicateurs de la qualité de l'audit) et la capacité.
- En **Italie** une proposition de transposition de la Directive CSRD a été présentée, qui peut être consultée sur le [lien](#) suivant.

Autres documents utiles et nouveautés

IFAC

The state of play in sustainability Assurance. Nouvelle édition. ([lien](#))

INFORMATION CORPORATIVE

En matière de normes d'information sur la durabilité

- Deuxième paquet de [questions et réponses](#) sur ESRS publié par EFRAG via EFRAG [ESRS Q&A Platform](#).
- Proposition de décision pour modifier le **calendrier d'adoption des ESRS** ([lien](#)). Le Conseil, le Parlement et la Commission parviennent à un accord pour reporter l'application des ESRS pour les PME, pour certains secteurs et certaines entreprises de pays tiers ([lien](#)). Le communiqué de presse contient le texte accordé ([lien](#)) qui invite à adopter les normes dès qu'elles seront disponibles. En attente de la ratification et de la publication.

AUTRES SUJETS

Accountancy Europe a rendu public son « Manifeste » pour les élections européennes du mois de juin ([lien](#)) qui se centre sur la durabilité, la compétitivité et l'amélioration du potentiel technologique des PME.

Le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire sur le [règlement relatif à l'interdiction des produits issus du travail forcé sur le marché de l'UE](#).

Le Parlement européen a adopté sa [position](#) sur la « green claims directive » qui établit la mise en place d'un système de vérification et de préautorisation des allégations environnementales.

Présence internationale de l'ICJCE

Au cours du dernier mois, des représentants de l'ICJCE ont participé aux :


- **Réunions de la direction** d'Accountancy Europe.
- **Réunions du Sounding Board** de Business Europe.

Nous avons répondu aux enquêtes d'Accountancy Europe sur l'attrait de la profession et l'évaluation du travail de cet organisme dans le secteur des PME.

Vous pouvez consulter d'anciens numéros sur ce [lien](#)

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es

 [Demander la résiliation](#)

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à l'utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.